

déclarant, ce qui était vrai, que j'avais l'habitude, lorsque j'avais des pièces semblables à souder, de les trouver chanfreinées, cela d'autant plus que je ne savais pas à quoi allaient servir celles-ci. Cette explication fut reconnue valable non sans qu'en partant le membre de la Reichbahn me mette en garde par ces quelques mots : " attention, terroriste, sabotage ". (...)

Le 19 septembre 1943, jour anniversaire de mon mariage, nous avait été donné l'ordre d'aller déposer une gerbe de fleurs devant l'entrée du siège des Jeunes Filles de France à l'occasion de la mort de Danielle Casanova dans les camps de la mort.(...) Alors que nous revenions prendre le métro et qu'on allait s'y engouffrer, nous étions ceinturés par des soi-disant policiers : c'étaient des membres de la brigade spéciale, la police de Pétain, qui nous emmenèrent au commissariat derrière l'Opéra. Nous nous aperçûmes qu'ils étaient en état de forte ébriété, ne parlant que de défourailler, car ils étaient armés. Le soir même, nous étions conduits à la Santé et, le lendemain, interrogés sans ménagements. (...) D'autre part, ils trouvèrent sur moi deux ordonnances dans mon portefeuille comme quoi j'avais dû être soigné pour perte de mémoire du fait d'avoir été commotionné sous les bombardements de Dunkerque ainsi qu'un ausweiss comme quoi je travaillais aux ateliers de Championnet. L'on me fit passer devant un médecin de l'Assistance Publique neurologue, qui constata les faits. Quarante-huit heures plus tard, mon épouse était appelée à venir rechercher son colis et j'étais libéré. Je pense que si j'ai été libéré, je l'ai dû au fait que l'armée hitlérienne subissait de sérieux revers sur le front soviétique d'une part et que ceux qui m'avaient interrogé, en particulier le juge G., ne voulaient pas se mouiller et n'affectionnaient pas les membres de la Brigade Spéciale.

Je ne devais pas en être sorti pour autant. De retour chez moi, quelques jours plus tard, Monsieur Guillemain, secrétaire de mairie, envoyait un employé communal me demandant d'aller le voir et que je n'avais rien à craindre. Arrivé au bureau du maire, il me dit : " Tenez, un Monsieur veut vous voir ", qui me posait la question : " Qu'avez-vous fait ? " et devant mon refus de répondre, il me déclara : " Foutez le camp de

Domont, vous avez la Gestapo au derrière ". C'était un inspecteur de Pontoise. Mais où aller ? Ce n'était pas si simple. Après avoir bien cherché, mon épouse me dit : " Il fait noir, si nous allions voir l'Abbé Guyot ". Qui fut dit fut fait ! Celui-ci me dit, après m'avoir fait entrer chez lui : " Vous êtes chez un patriote, rentrez chez vous préparer votre valise, je m'occupe de vous. " Une heure après, il venait me chercher et me faisait abriter chez M. et Mme Gazaix, une famille domontoise catholique qui m'abrita trois semaines. Puis je dus partir pour Saint-Maur des Fossés où je fus hébergé pendant un mois dans une famille de patriotes. Ainsi, j'étais coupé de toutes mes liaisons avec la résistance. Le mois suivant, les événements se précipitant, je fus rappelé à Domont pour reprendre contact avec mes camarades de la Résistance locale "

Propagande clandestine

Depuis Argenteuil, où les actions de sabotage industriel étaient importantes, ou depuis la banlieue Nord, les militants s'organisaient pour distribuer sous le manteau des exemplaires ronéotypés ou retapés à la machine de journaux interdits. D'ailleurs le Préfet se plaignait que les usines d'Argenteuil, où les ouvriers avaient fait "la grève des bras croisés", étaient des "foyers d'agitation moscoutaire". Le journal du PCF, *L'Humanité*, était diffusé par les militants ; d'autres publications clandestines également, comme " *Combat* ", " *Libération-Nord* " ou " *Témoignage Chrétien*". " *Le Courrier de l'air* " était largué d'avion, ramassé dans la forêt. Des tracts étaient lancés dans la rue ou dans le train ou encore envoyés par la poste à des commerçants.

Il a pu s'agir aussi du journal clandestin *Défense de la France*, que le mouvement du même nom imprimait dès juillet 1941 et faisait distribuer par ses réseaux ou expédiait à l'aide de timbres fabriqués par ses "faussaires".⁽³⁹⁾ Philippe Viannay rédigeait la plupart des articles sous le pseudonyme de " *Indomitus* " ; il se voulait indépendant, ni gaulliste, ni communiste, mais participa aux regroupements, celui des MUR, Mouvements Unis de la Résistance fin